



Association Suisse  
des Accompagnateurs  
en Montagne



## Présidence

Bruno Clément  
Rue des Cerisiers 5  
1752 Villars-sur-Glâne  
[info@randonnee.ch](mailto:info@randonnee.ch)  
Mobile : +79 217 03 17

Office fédéral du sport  
A l'att. Monsieur Markus Feller  
Rte Principale 245-253  
2532 Macolin  
[markus.feller@baspo.admin.ch](mailto:markus.feller@baspo.admin.ch)  
Tél : +41 32 327 63 79

Villars-sur-Glâne, le 31 janvier 12

Cher Monsieur,

L'Association Suisse des Accompagnateurs en Montagne ASAM s'est penchée sur le texte de l'Ordonnance sur les guides de montagne et les organisateurs d'autres activités à Risque, ORisque, mise en consultation. Elle vous fait part ses commentaires et ses remarques en vue d'une adaptation de celle-ci.

### Article 3 Inventaire cantonal des variantes

Le canton peut décider d'autoriser la pratique sur des itinéraires particuliers en définissant les **conditions d'utilisation ainsi que les qualifications nécessaires** pour y conduire des clients. Les accompagnateurs de randonnée, doivent aussi pouvoir emprunter des **itinéraires balisés** sur glaciers. L'ASAM pense que l'appellation **itinéraire** est plus générale et convient mieux à l'activité professionnelle. Il n'est pas nécessaire de préciser randonnée ou descente.

### Article 7 Accompagnateurs de randonnée

L'ASAM pense que pour des raisons d'égalités de traitement, et par analogie, il ne faut pas réglementer seulement les activités des accompagnateurs en hiver, vis-à-vis des professeurs de sport de neige, mais également en été, vis-à-vis des guides.

D'une part pour les activités d'été dans les sites montagneux, selon Art.1 de la loi LRisque, les guides doivent avoir une autorisation alors que les accompagnateurs pourraient proposer des activités similaires sans autorisation.

#### *Art. 1 Champ d'application (rappel de la loi)*

*1 La présente loi s'applique aux activités à risque proposées à titre professionnel dans des sites montagneux ou rocheux et dans des zones de cours d'eaux répondant aux caractéristiques suivantes :*

- a. ils présentent soit des risques de chute ou de glissade soit des risques importants de crues, de chute de pierre de chute de glace ou d'avalanches ;*
- b. la pratique de l'activité exige des connaissances ou des mesures de sécurité particulières.*

Exemple concret : le tour des Gastlosen en été, coté T3 selon l'échelle du CAS, ce tour présente des risques de chute ou de glissade et de chute de pierre. Ce tour pourrait être proposé professionnellement sans autorisation par les accompagnateurs, alors que les guides devraient en avoir une.

D'autre part, le brevet d'accompagnateur de randonnée, serait protégé par la loi LRisque, si l'ordonnance inclut les randonnées d'été, pas seulement randonnées sur terrain enneigé. C'est-à-dire que la profession serait reconnue.

Au 3<sup>ème</sup> alinéa (du commentaire), il est mentionné que : *les requérants d'une autorisation doivent avoir suivi une formation d'accompagnateur de randonnée de l'Association suisse des guides de montagne (ASGM) ou une autre formation reconnue équivalente par l'OFFT.*

L'OFFT a reconnu l'OREPAR (Organe Responsable de l'Examen Professionnel d'Accompagnateur de Randonnée) qui comporte six associations d'accompagnateurs (ASGM, ASAM, BWL, OTM, GIP, SOA). L'ASAM ne voit pas pourquoi la formation de l'ASGM serait citée en référence, donc prioritaire sur les autres. Le premier examen allégé au brevet fédéral d'accompagnateur de randonnée a démontré qu'il y a d'autres formations qui sont en tous cas équivalentes, si ce n'est meilleures que celle de l'ASGM.

En ce qui concerne les indications de cotations des itinéraires T3 ou WT3, l'ASAM pense qu'elles ne doivent pas figurer dans le texte de l'ordonnance. En tant que professionnel de la randonnée, chaque accompagnateur en possession d'un brevet fédéral **est qualifié et apte à analyser** et à juger les risques de la randonnée prévue.

Il serait temps de considérer que les personnes ayant obtenu un titre d'accompagnateur de randonnée avec brevet fédéral disposent de toutes les capacités à travailler de manière sûre avec une qualité métier suffisante.

L'ASAM pense que les accompagnateurs de randonnée devraient aussi pouvoir engager sous leur responsabilité, pour conduire un second groupe, une personne en formation avec des bases suffisantes. Ceci par analogie aux articles 5 et 6 de LRisque. Il faudrait donc ajouter un point à l'article 7.

#### **Article 20 Obligation de s'assurer**

L'ASAM n'est pas opposée à une assurance RC minimale de 5 millions, elle peut vivre avec. Il semblerait plus judicieux de fixer le montant assuré à 10 millions. Des accidents avec des groupes ont souvent des conséquences financières importantes. Pour l'assurance collective de l'ASAM, la prime ne diminuerait que d'une dizaine de franc.

Toutes ces considérations ont été discutées avec la Commission sur l'exercice commercial d'Activités Sportives avec Exigences élevées en matière de Sécurité de l'Etat du Valais (CASES) et la commission des guides et accompagnateurs du canton de Vaud

En fonction de ces remarques, l'ASAM propose les adaptations de l'ordonnance ORisque selon le document annexé avec les modifications en rouge.

En vous remerciant d'examiner minutieusement nos remarques et commentaires afin de les transposer dans l'ordonnance, nous vous prions d'agréer, Cher Monsieur, nos meilleures salutations.



Bruno Clément  
Président de l'ASAM

## **Proposition de modification de l'ordonnance ORisque faite par l'ASAM.**

### **Art. 3 Inventaire cantonal des variantes**

1 Les cantons peuvent recenser les itinéraires ~~randonnées et les descentes~~ de leur région dans un inventaire qui indique, pour chaque itinéraire ~~randonnée ou pour chaque descente~~, la formation nécessaire ainsi que leurs conditions d'utilisation.

2 Ils se fondent pour cela sur ce que permettent les autorisations énoncées dans les art. 5 à 8.

### **Art. 7 Accompagnateurs de randonnée**

1 Quiconque propose à titre professionnel, en tant qu'accompagnateur de randonnée, des activités en terrain montagneux ~~couvert de neige ou de glace~~ à besoin d'une autorisation.

2 Pour obtenir une autorisation, les accompagnateurs de randonnée doivent:

- a. être titulaires du titre d'«accompagnateur de randonnée avec brevet fédéral» conformément à l'art. 43 LFP<sup>8</sup> ou d'une autre formation étrangère reconnue comme équivalente par l'OFFT;
- b. garantir le respect des obligations conformément à la loi et à la présente ordonnance.

3 L'autorisation habilite à conduire des clients ~~en randonnées pour autant que celles-ci aient lieu sur des chemins de randonnée pédestre ou des chemins de montagne balisés ou sur des itinéraires ayant fait l'objet d'une reconnaissance et dont le degré de difficulté n'est pas supérieur à T3 ou WT 3 selon la classification du Club alpin suisse~~ selon le profil professionnel décrit dans le règlement d'examen professionnel d'accompagnateur de randonnée du 17 août 2010, chiffre 1.11, en particulier conformément aux points suivants, l'accompagnateur est capable :

- a. de développer et d'offrir un programme d'activités pour ses clients (randonnée, raquettes à neige, visite de site, trekking, sans recours à des moyens techniques de progression dans la montagne)
- b. d'organiser, gérer, animer et guider en respectant les normes usuelles de sécurité

~~4 L'autorisation habilite également à conduire des clients en randonnées à à raquettes du domaine de responsabilité des exploitants de remontées mécaniques et de téléphériques à condition:~~

- ~~a. qu'aucun glacier ne soit traversé, sauf sur des pistes balisées relevant du domaine de responsabilité des exploitants de remontées mécaniques et de téléphériques;~~
- ~~b. que l'évaluation rationnelle du risque d'avalanche dans la région concernée ne présente, au plus, qu'un risque minime;~~
- ~~c. qu'en dehors des couteaux à glace ou des raquettes, l'usage d'autres moyens auxiliaires, notamment de matériel d'alpinisme tels que piolets, crampons ou cordes ne soit pas nécessaire pris en considération pour la planification d'une randonnée.~~

4 L'autorisation habilite également à conduire des clients en randonnées à condition:

- a. qu'aucun glacier ne soit traversé, sauf sur des pistes balisées relevant du domaine de responsabilité des exploitants de remontées mécaniques et de téléphériques ou d'autres institutions/organisation reconnue;
- b. que l'évaluation rationnelle des risques liés à la région, aux conditions du moment ainsi qu'au facteur humain ne présente, au plus, qu'un risque minimal;
- c. qu'en dehors des raquettes à neige, l'usage d'autres moyens auxiliaires, notamment de matériel d'alpinisme tels que piolets, crampons ou cordes ne soient utilisés qu'à des fins d'assurer la sécurité
- d. que l'impact sur le milieu naturel soit le plus bas possible.

5 Les accompagnateurs de randonnée titulaire du brevet fédéral peuvent engager sous leur responsabilité, pour conduire un second groupe, une personne en formation disposant d'une formation de bases suffisante.